

REPUBLIQUE CENTRAFRICAINE

Unité – Dignité – Travail

..*.*.*.*.*



Allocution de Son Excellence **Me Nicolas TIANGAYE**

Premier Ministre, Chef du Gouvernement de Transition de la République Centrafricaine devant le Conseil de Sécurité, lors de la Présentation du Rapport du Secrétaire Général sur la situation en République Centrafricaine et sur les activités du Bureau Intégré des Nations Unies pour la Consolidation de la Paix dans ce pays.

New York, le 15 Mai 2013

A vérifier au prononcé

Permanent Mission of the Central African Republic to the United Nations

866 United Nations Plaza Suite 444 New York NY 10017
Telephone: (646) 415-9122, (646) 415-9281 Fax: (646) 415-9149

Monsieur le Président du Conseil de sécurité, Mesdames et messieurs les Membres dudit Conseil,

C'est pour moi un grand honneur de prendre la parole devant votre noble institution.

Je saisis cette occasion pour vous féliciter Monsieur l'Ambassadeur pour l'accession de votre pays à la Présidence du Conseil pour le mois et vous assurer par là-même du total soutien de ma délégation au cours de votre mandature. Je profite de l'opportunité pour rendre un hommage à votre prédécesseur, l'Ambassadeur, Représentant Permanent du Rwanda pour le travail accompli sous sa responsabilité au mois d'Avril.

Monsieur le Président, la présentation du rapport du Secrétaire Général devant votre Conseil est également pour moi et mon pays l'occasion de témoigner de la gratitude de la République Centrafricaine au Secrétaire Général Monsieur **Ban Ki-Moon**, pour l'appui constant des Nations Unies à la recherche de la Paix, la stabilité et du développement de cet Etat si fragile, en proie à une instabilité quasi permanente. Que sa Représentante Spéciale Madame **Margareth Vogt** et toute son équipe retrouvent ici l'expression de notre reconnaissance.

Monsieur le Président,

Le Rapport a nous présenté, ce jour a le mérite de la clarté et de la concision car il décrit la situation quasi-réelle de ce qu'a vécu et vit présentement la République Centrafricaine. En réalité un drame sans précédent dans son histoire ancienne ou récente se déroule sous nos yeux aujourd'hui dans cet Etat de 4,6 millions d'habitants. Nous en prenons acte. La crise centrafricaine, longtemps oubliée doit être à nouveau sous les projecteurs, et inscrite à l'ordre du Conseil de Sécurité. Oui, parlons – en !

Monsieur le Président, Mesdames et Messieurs

Ce drame que vit le peuple Centrafricain à tous les niveaux, caractérisé par des troubles à l'ordre public, des violences, des exactions sommaires, des viols,

d'enrôlement d'enfants – soldats, de crimes contre le patrimoine faunique mondiale de l'humanité (cas du braconnage dans le parc de Dzanga–Sangha où plus d'une vingtaine d'éléphants a été tuée la semaine dernière) a entraîné inévitablement des conséquences humanitaires, en particulier l'aggravation de la précarité.

Depuis les prises successives des villes de province, soumises à des actes de pillage jusqu'à l'entrée dans la capitale Bangui, des troupes de la Seleka le 24 Mars 2013, la ville de Bangui a connu pendant près de trois (03) semaines :

- Des tirs à l'arme lourde et légère de manière intempestive dans les quartiers entraînant le déplacement massif des populations à l'intérieur comme à l'extérieur ;
- L'insécurité dans les quartiers liée aux actes de pillages, de viols, de destructions et d'assassinats perpétrés par des éléments incontrôlés de la Séleka. Il en est de même de ceux qui ont été détachées pourtant pour veiller sur les établissements publics et privés ;
- L'insécurité sur les axes routiers et dans les régions rend impossible la circulation des personnes et des biens qui freine par conséquent la relance économique ;.
- L'insécurité permanente au niveau des infrastructures stratégiques (dépôt de stockage de carburant de Kolongo, les installations de distribution d'eau, d'électricité et d'opérations de dragage de l'Oubangui pour la navigabilité, etc.) ;
- Le pillage systématique des documents et matériels bureautiques des administrations, des produits pharmaceutiques et du matériel médical et bio-médical des hôpitaux ;
- La destruction des outils de production avec pour conséquence, l'impossibilité pour la plupart des entreprises de payer leurs droits et taxes ;

Tout cela menace la stabilité même de l'édifice mis en place par l'Accord Politique de Libreville et les décisions des Sommets successifs de la CEEAC, organisés à N'Djamena, au Tchad.

Ces violations qui rythment la vie quotidienne des populations en donnent un témoignage affligeant et particulièrement inquiétant.

Toutefois et d'une manière générale, le processus de mise en place des structures recommandées par le dernier Sommet des Chefs d'Etat et de Gouvernement tenu à N'Djamena le 18 Avril 2013, s'est déroulé à la satisfaction des Centrafricains, quant aux recommandations qui ont été arrêtées. Néanmoins, la situation reste préoccupante, malgré la bonne volonté du Gouvernement et les efforts de la Mission de Consolidation de la Paix en Afrique Centrale (MICOPAX).

En effet, certains faits et agissements constatés et qui continuent de préoccuper l'opinion nationale et internationale, sont de nature à entraver les efforts en cours du Gouvernement et de la Communauté internationale, en faveur de la sécurité, de la paix, de la stabilité aussi bien en République Centrafricaine que dans la sous-région.

Face à cette situation chaotique où l'Etat dans ses profondeurs a été atteint et disloqué que comptons nous faire et comment le faire.

Au plan Politique et institutionnel

Selon les recommandations du Sommet Extraordinaire des Chefs d'Etat et de Gouvernement de la CEEAC de N'Djamena du 18 Avril 2013, un Gouvernement après de large consultation sera mise en place dans les tout prochains jours.

Quant au Conseil National de Transition, initialement prévu pour 105 Membres les autorités sous régionales (CEEAC) ont porté le nombre à 135 en vue de faire représenter le maximum de couches sociales dans la gestion de la transition. Mal élu et en dehors de toute règle, l'actuel bureau du Conseil National de Transition, est appelé dans les tout prochains jours à disparaître afin de s'adapter au contexte actuel. Il n'est pas non utile de rappeler que le contour de

cette transition politique a été fixé par la CEEAC à travers les différents sommets de N'Djamena (des 3 et 18 Avril 2013) et de Brazzaville de 3 Mai.

Il est clairement indiqué dans la Déclaration de N'Djamena que tous les acteurs ayant contribué à la gestion de la transition (Chef d'Etat de Transition, Premier Ministre, Ministres, Membres du Bureau du CNT) ne se présenteront pas aux prochaines élections présidentielles.

Notons que la Communauté internationale a clairement condamné ce changement inconstitutionnel et par la force. Toutefois la CEEAC a pris note de l'élection par le CNT de Monsieur Michel DJOTODJA, comme Président de la République, et lui à conférer le titre de Chef de l'Etat de la Transition. Mais elle a reconnu la légitimité du Premier Ministre, car nommé à la tête du gouvernement d'Union Nationale créé à la suite de l'Accord de Libreville du 11 Janvier 2013.

Situation sécuritaire et Etat de droit.

Comme nous l'avons indiqué plus haut, l'effondrement de l'Etat et la disparition des forces de défense et de sécurité ont laissé un vide sécuritaire ayant engendré une totale anarchie, favorisant ainsi des violations généralisées et graves des droits de l'Homme caractérisées par :

- des pillages des biens publics et privés
- Des arrestations et des détentions arbitraires
- Des violences sexuelles contre les femmes et des enfants, des actes de tortures, des viols, des assassinats ciblés, le recrutement d'enfants soldats et d'autres exactions commise par des éléments incontrôlés de la Séleka et des groupes non identifiés.

Cela n'a pas épargné les Nations Unies dont les résidences du personnel tant national qu'international ont été saccagées et pillées, des véhicules emportés.

Bangui vit une situation alarmante où les saccages et les pillages des maisons ont atteint un niveau inimaginable et inégalée, ramenant le pays à plusieurs

décennies en arrière. Le tout accompagné de braquage de voiture et les vols à main armée.

Les écoles et de nombreux commerces de Bangui n'ont pas entièrement rouvert en raison de l'insécurité.

En dehors de Bangui les conditions de sécurité continuent de se détériorer, des éléments de la Séleka se livrant à des actes de vandalisme, à des violations des droits de l'Homme et des agressions contre la population civile.

Il faut noter que ces pillages visent avant tout les non musulmans et épargnent les musulmans. Cette situation est source de ressentiment dans les communautés chrétiennes et attisent les tensions religieuses.

Enfin le climat d'insécurité qui règne en Centrafrique compromet la stabilité de toute la sous-région.

La LRA qui prospère dans les zones de non droit reste une menace sur la sécurité et l'Etat de droit, car durant cette période elle a tué au moins 7 personnes, procédé à des enlèvements. Au même moment un Chef de cette rébellion a été tué et certains de ses combattants ont fait défection.

L'Ouganda qui avait un temps annoncé la suspension de ses activités de surveillance dans la zone où sévit la LRA suite à une déclaration du Chef de l'Etat de la transition, est revenu sur sa décision suite à un accord trouvé entre les différentes institutions engagées dans la traque de **Joseph Koni** et ses hommes.

Notons que l'offensive de la Séleka a détruit une large part du système judiciaire du pays. Ainsi que les infrastructures administratives dont les Mairies. Ce qui posera à terme les questions de listes électorales lors du processus électoral à venir.

L'offensive de la Séleka a réduit à néant l'appareil de maintien de l'ordre. Les forces de défense et de sécurité (Gendarmerie, Police, Armées) se sont désintégrées. En dépit des appels répétés qui demandent aux anciennes forces

de défense et de sécurité, de reprendre leur fonction, à ce jour seul un petit nombre d'officiers de l'armée et de la police ont intégré les rangs.

Même si la Séleka, après sa prise de pouvoir contrôle tous les leviers politiques et militaires du pays, elle n'arrive pas à rétablir l'ordre.

En dépit des efforts fournis par le Gouvernement dans le domaine du DDR et de la RSS, les résultats n'ont pas été à la hauteur de l'investissement. La CEEAC qui avait déployé près de 700 hommes (MICOPAX) a vu ses effectifs portés à 2000 hommes d'où l'urgence de les déployés, pleinement équipés et entraînés avec un mandat d'usage de la force.

La réforme du secteur de sécurité longtemps restée en veille devrait être activée en vue de jeter les bases de nouvelles forces de défense et de sécurité.

De la protection des droits de l'homme.

La situation qui était déjà précaire s'est dégradée au cours du conflit, exécution sommaires et attaques ciblées motivées par l'appartenance religieuse ou tribale.

Violence faite sur les femmes et les filles, le recrutement d'enfants soldats etc....

En somme toutes les violations des droits sont là et qu'il nous faudrait trouver les voies et moyens de les éradiquer.

De la situation humanitaire

Elle s'est aggravée et après la prise de Bangui près de 47.000 personnes ont fui le pays pour se réfugier en RDC, au Congo, au Cameroun, au Tchad. Près de 1,500 million déplacés.

Et l'absence de corridor humanitaire, l'insécurité, le pillage des biens, entrepôts et véhicules des organisations non gouvernementales complique l'action de secours et autres assistances à apporter aux populations.

Cette situation chaotique nous conduit à demander au Conseil de Sécurité de se saisir du dossier République Centrafricaine, de l'inscrire sur son agenda et qu'elle ne soit plus une crise oubliée.

Face à la liquéfaction de l'armée, et pour sauver la population, aujourd'hui en grande détresse, avant l'indispensable déploiement des forces de la MICOPAX (2.000 hommes) dont nous souhaitons l'ouverture aux autres Etats non membres de l'espace CEEAC, nous demandons à la France, bénéficiant d'un mandat clair des Nations Unies d'intervenir en procédant par la force au désarmement des éléments de la Séleka, le peuple centrafricain qui souffre en ce moment des exactions de la Séleka en a grandement besoin.

- Aussi, demandons-nous à l'Union Européenne et à l'Union Africaine, de tout mettre en œuvre pour appuyer financièrement, et/ou en offrant des moyens aux forces qui interviendraient au titre de cette mission ;
- Demandons-nous aux Nations Unies de désigner un Rapporteur spécial chargé d'enquêter sur les violations des droits de l'homme en République Centrafricaine afin de déterminer l'étendue des crimes et entamer des poursuites contre leurs auteurs devant les juridictions tant nationales qu'internationales ;
- D'aider à l'ouverture des couloirs humanitaires afin de permettre aux humanitaires d'apporter secours et assistance aux populations et autres personnes déplacées ;
- Appelons la Communauté internationale à se mobiliser afin d'apporter une aide d'urgence conséquente, indispensable à la survie de plus d'un million cinq cent mille victimes en attente de secours ;
- Suggérons-nous enfin que dans la cadre de la Commission de consolidation de la paix, que la Configuration République Centrafricaine dont la présidence, restée inoccupée soit pourvue et cela de commun accord avec les autorités Centrafricaines.

Lorsque nous aurons achevé de résoudre la situation sécuritaire ne serait-ce que partiellement, c'est à partir de ce moment que nous allons nous atteler à reconstruire l'Etat et envisager de préparer sereinement les élections que tout le monde souhaite transparentes et crédibles.

Monsieur le Président

Avant de conclure, permettez-moi d'adresser, aux Nations Unies, à l'Union Africaine, à l'Union Européenne, à la Francophonie, les Etats de la CEEAC, la France, les Etats Unis d'Amérique, la Grande Bretagne, la Belgique, le Luxembourg, l'Australie, la Chine, le Japon, l'Allemagne, la République de Corée, le Royaume du Maroc, l'Ouganda, tous les partenaires bilatéraux et multilatéraux qui ont toujours soutenu la République Centrafricaine, dans son inlassable quête de paix et de stabilité.

A tous ceux qui se sont laissé gagner par la lassitude, nous leur disons qu'il faut continuer en dépit de tout de croire en la République Centrafricaine et d'agir en sa faveur.

Monsieur le Président,

Aider la République Centrafricaine, c'est contribuer à stabiliser la sous-région Afrique Centrale ;

Aider la République Centrafricaine, c'est consolider la Paix en Afrique ;

Aider la République Centrafricaine, c'est s'acquitter d'un devoir de solidarité, de la Communauté internationale vis-à-vis d'un de ses membres qui s'accroche à la vie, à la paix et à l'épanouissement de son peuple.

Je vous remercie.